

Décision n° 01–69 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 17 janvier 2001 attribuant des ressources en numérotation à la société 123 Multimédia (numéros non géographiques)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L.36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu la décision n° 98–75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la décision n° 98–1046 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 23 décembre 1998 relative à l'évolution du plan de numérotation pour les numéros non géographiques de la forme 08 AB PQ MC DU modifiée ;

Vu la demande de la société 123 Multimédia reçue le 8 décembre 2000 ;

Après en avoir délibéré le 17 janvier 2001 ;

Décide :

Article 1er – Les numéros indiqués ci-dessous :

Numéros de la forme	Services
08 11 12 MC DU	Services à coûts partagés T1
08 11 15 MC DU	Services à coûts partagés T1
08 21 12 MC DU	Services à coûts partagés T2
08 21 60 MC DU	Services à coûts partagés T2
08 26 12 MC DU	Services à coûts partagés T3
08 26 15 MC DU	Services à coûts partagés T3

sont attribués à la société 123 Multimédia (Siren : 342 177 029) pour les services correspondants dans les conditions fixées par la décision n° 98–1046 du 23 décembre 1998 susvisée.

Article 2 – La société 123 Multimédia acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

Article 3 – Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, les numéros attribués à l'article 1 ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

Article 4 – Au 31 janvier de chaque année, la société 123 Multimédia adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

Article 5 – Le chef du service Opérateurs et ressources de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 janvier 2001

Le Président

Jean–Michel Hubert